

## ANNEXE II.A

### Sources des données concernant les indicateurs actualisés de l'entrepreneuriat

Cette annexe présente les sources et définitions utilisées pour mettre au point les indicateurs actualisés de l'entrepreneuriat du PIE ; deux tableaux distincts se réfèrent respectivement aux créations et aux faillites d'entreprises.

Tableau A.1. Sources et définitions nationales des créations d'entreprises

Pays	Sources et définitions des créations d'entreprises
Allemagne	<p><i>Source</i> : Statistisches Bundesamt – Destatis – Unternehmen und Arbeitsstätten, Gewerbeanzeigen. Données mensuelles. Nombre de nouveaux établissements (sièges sociaux et établissements secondaires). Les petites unités et les activités auxiliaires ne sont pas incluses. La transformation, le rachat et le changement de propriétaire sont exclus. Les nouvelles entreprises en provenance de l'étranger sont également retirées des données concernant les naissances. Toutes les activités sont prises en compte. <a href="https://www-ec.destatis.de/csp/shop/sfg/bpm.html.cms.cBroker.cls?cmspath=struktur,n0000.csp&amp;treeid=52000">https://www-ec.destatis.de/csp/shop/sfg/bpm.html.cms.cBroker.cls?cmspath=struktur,n0000.csp&amp;treeid=52000</a></p>
Australie	<p><i>Source</i> : Australian Securities &amp; Investments Commission (ASIC). Immatriculation de nouvelles sociétés. Données mensuelles. Sociétés anonymes uniquement. <a href="http://www.asic.gov.au/asic/ASIC.NSF/byHeadline/Insolvencies,%20terminations%20&amp;%20new%20reg%20stats%20portal%20page">www.asic.gov.au/asic/ASIC.NSF/byHeadline/Insolvencies,%20terminations%20&amp;%20new%20reg%20stats%20portal%20page</a></p>
Autriche	<p><i>Source</i> : Wirtschaftskammer Österreich (WKO). Données annuelles. <a href="http://portal.wko.at/wk/format_detail.wk?AngID=1&amp;StID=357329&amp;DstID=17">http://portal.wko.at/wk/format_detail.wk?AngID=1&amp;StID=357329&amp;DstID=17</a></p>
Belgique	<p><i>Source</i> : SPF Economie, DGSIE, Dynamique de la population des entreprises – assujettissements à la TVA. Données mensuelles. <a href="http://statbel.fgov.be/fr/statistiques/chiffres/economie/entreprises/vie_entreprises/assuj/dynamique/index.jsp">http://statbel.fgov.be/fr/statistiques/chiffres/economie/entreprises/vie_entreprises/assuj/dynamique/index.jsp</a></p>
Canada	<p><i>Source</i> : Office of the Superintendent of Bankruptcy Canada. Monthly data. Une faillite d'entreprise est définie comme l'état d'une entreprise qui a demandé une procédure de faillite ou contre laquelle une demande de mise en faillite a été prononcée. Une entreprise est définie comme n'importe quelle entité ou organisation commerciale autre qu'un individu, ou un individu qui a encouru 50 pour cent ou plus de passif en résultat de sa gestion d'entreprise. <a href="http://osb.ic.gc.ca">http://osb.ic.gc.ca</a></p>
Danemark	<p><i>Source</i> : The (Danish) Central Business Register (CVR). Données mensuelles (et trimestrielles). Nombre de nouvelles immatriculations (principalement des entreprises naissantes) dans les « industries marchandes » (hors agriculture par exemple). Les entrées correspondent aux nouvelles déclarations de naissance, fusion, changement de nom, scission, etc. Toutes sortes d'entreprises sont incluses (sociétés anonymes, unipersonnelles, par actions, etc.). <a href="http://www.cvr.dk/Site/Forms/CMS/DisplayPage.aspx?pageid=21">www.cvr.dk/Site/Forms/CMS/DisplayPage.aspx?pageid=21</a></p>

Tableau A.1. **Sources et définitions nationales des créations d'entreprises** (cont.)

Pays	Sources et définitions des créations d'entreprises
Espagne (annuelles)	<i>Source</i> : Directorio Central de Empresas (DIRCE). Nombre d'entrées.
Espagne (mensuelles)	<i>Source</i> : Instituto Nacional de Estadística de España (INE) – Sociedades Mercantiles. Données mensuelles. Le registre des « sociétés commerciales » inclut des informations sur les sociétés anonymes (hors personnes physiques ou entrepreneurs individuels). Les « sociétés commerciales créées » peuvent ne pas être actives et les « sociétés commerciales dissoutes » pourraient être retirées du registre sans jamais avoir été actives. <a href="http://www.ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxis&amp;path=%2F130%2Fp151&amp;file=inebase&amp;L=1">www.ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxis&amp;path=%2F130%2Fp151&amp;file=inebase&amp;L=1</a>
États-Unis	<i>Source</i> : Bureau of Labor Statistics (BLS) – Business Employment Dynamics (BED). Registres de l'assurance chômage. Données trimestrielles. Nombre d'établissements comptant au moins un salarié. Nombre d'ouvertures : il s'agit soit d'unités affichant un effectif positif pour la première fois le troisième mois du trimestre en cours, sans qu'il y ait un rapport avec le trimestre précédent, soit affichant un effectif positif le troisième mois du trimestre en cours après avoir connu un effectif nul au cours du trimestre précédent. Les principales exclusions de la couverture de l'assurance-chômage sont les travailleurs indépendants, les organisations religieuses, la plupart des travailleurs agricoles des petites exploitations, tous les membres des forces armées, les élus de la plupart des États, la majorité des cheminots, certains employés de maison, la plupart des étudiants employés par leur établissement d'enseignement et les salariés de certains organismes sans but lucratif. <a href="http://www.bls.gov/bdm/">www.bls.gov/bdm/</a>
Finlande	<i>Source</i> : Statistics Finland. Données trimestrielles. Ces statistiques sont déterminées à partir de données du registre des entreprises de Finland Statistics. Elles portent sur les entreprises exerçant des activités commerciales qui peuvent être assujetties à la TVA ou qui emploient des salariés. Sont exclues les fondations, sociétés de logement, associations de bénévoles, organismes publics et communautés religieuses. Les statistiques couvrent les entreprises de l'État mais pas celles des municipalités. Des données sont fournies pour le nombre d'« ouvertures » d'entreprises. <a href="http://pxweb2.stat.fi/Database/StatFin/Yri/aly/aly_fi.asp">http://pxweb2.stat.fi/Database/StatFin/Yri/aly/aly_fi.asp</a>
France	<i>Source</i> : INSEE, Sirene. Données mensuelles. Nombre de naissances. Les données sont établies sur la base de la définition d'Eurostat. Une naissance représente la création d'une combinaison de facteurs de production sans implication d'une autre entreprise. Les données excluent les immatriculations de travailleurs indépendants pour atténuer le biais dû à la création en 2009 d'un nouveau statut d'entreprise (régime de l'auto-entrepreneur). Les données concernant l'agriculture sont exclues. <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=41">www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=41</a>
Hongrie	<i>Source</i> : Hungarian Central Statistical Office (HCSO/KSH). Données trimestrielles. Nombre de sociétés par actions et d'entreprises individuelles nouvellement immatriculées. Depuis 2008, les entrepreneurs individuels exerçant des activités agricoles doivent se faire immatriculer en tant qu'entrepreneurs. <a href="http://portal.ksh.hu/portal/page?_pageid=38,600544&amp;_dad=portal&amp;_schema=PORTAL">http://portal.ksh.hu/portal/page?_pageid=38,600544&amp;_dad=portal&amp;_schema=PORTAL</a>
Islande	<i>Source</i> : Statistics Iceland. Données mensuelles. Nouvelles immatriculations de sociétés à responsabilité limitée. Toutes les activités sont prises en compte. <a href="http://www.statice.is/Statistics/Enterprises-and-turnover/Enterprises">www.statice.is/Statistics/Enterprises-and-turnover/Enterprises</a>
Italie	<i>Source</i> : InfoCamere-Movimprese – Registre d'entreprises des chambres de commerce italiennes. Données trimestrielles. Nombre d'entrées ( <i>iscritte</i> ). Toutes les formes juridiques et toutes les activités sont prises en compte. <a href="http://www.infocamere.it/movimprese.htm">www.infocamere.it/movimprese.htm</a>

Tableau A.1. **Sources et définitions nationales des créations d'entreprises** (cont.)

Pays	Sources et définitions des créations d'entreprises
Norvège	<p><i>Source</i> : Statistics Norway. Données trimestrielles. Nombre d'entreprises nouvellement établies. Les industries primaires sont exclues. <a href="http://statbank.ssb.no/statistikbanken/Default_FR.asp?Productid=10.01&amp;PXSid=0&amp;nvl=true&amp;PLanguage=1&amp;tilside=selecttable/MenuSelP.asp&amp;SubjectCode=10">http://statbank.ssb.no/statistikbanken/Default_FR.asp?Productid=10.01&amp;PXSid=0&amp;nvl=true&amp;PLanguage=1&amp;tilside=selecttable/MenuSelP.asp&amp;SubjectCode=10</a></p>
Pays-Bas	<p><i>Source</i> : Centraal Bureau voor de Statistiek (CBS) – Registre d'entreprises. Données trimestrielles. Nombre de naissances d'établissements (c'est-à-dire hors fusions, rachats, changement de nom, changement de forme sociale, changement de propriétaire, changement progressif d'activité et nationalisation sont exclus). Les données ne sont disponibles que pour l'industrie, les échanges et les services marchands. Les catégories A, B, E, J, K70, K73, L, M, N, O91, O92 sont exclues. <a href="http://www.cbs.nl/nl-NL/menu/themas/bedrijven/cijfers/default.htm">www.cbs.nl/nl-NL/menu/themas/bedrijven/cijfers/default.htm</a></p>
Portugal	<p><i>Source</i> : Constitution et dissolution d'entreprises, ministère de la Justice. Sociétés anonymes uniquement</p>
Royaume-Uni	<p><i>Source</i> : Companies House. Données trimestrielles. Nouvelles immatriculations (nombre d'entrées). Toutes les sociétés anonymes d'Angleterre, du Pays de Galles, d'Irlande du Nord et d'Écosse sont enregistrées à la Companies House. Les entrées correspondent à l'apparition d'une entreprise nouvelle dans l'économie, quel que soit l'événement démographique, qu'il s'agisse d'une fusion, d'un changement de nom, d'une scission ou d'une naissance. <a href="http://www.companieshouse.gov.uk/about/companiesRegActivities.shtml">www.companieshouse.gov.uk/about/companiesRegActivities.shtml</a></p>
Suède	<p><i>Source</i> : Swedish Agency for Growth Analysis. Données trimestrielles. Nombre d'entreprises nouvelles (véritables entreprises nouvelles, c'est-à-dire naissances). <a href="http://www.tillvaxtanalys.se/sv/statistik/">www.tillvaxtanalys.se/sv/statistik/</a></p>

Tableau A.2. Sources et définitions nationales des faillites

Pays	Sources et définitions des faillites
Australie	<p><i>Source</i> : Australian Securities &amp; Investments Commission (ASIC). Données mensuelles. Statistiques sur l'insolvabilité – Entreprises placées sous administration externe. Les statistiques sur les « entreprises placées sous administration externe » indiquent le nombre d'entreprises qui se soumettent à une forme d'administration externe pour la première fois. L'ASIC précise qu'une entreprise ne sera incluse qu'une seule fois dans ces statistiques, qu'elle se soumette ou non par la suite à une autre forme d'administration externe. La seule exception concerne le cas d'une entreprise retirée du régime de l'administration externe, par exemple du fait d'une décision de justice, qui le réintègre ultérieurement. Les liquidations volontaires opérées par des membres de l'entreprise sont exclues. Données provisoires. <a href="http://www.asic.gov.au/asic/ASIC.NSF/byHeadline/Insolvencies,%20terminations%20&amp;%20new%20reg%20stats%20portal%20page">www.asic.gov.au/asic/ASIC.NSF/byHeadline/Insolvencies,%20terminations%20&amp;%20new%20reg%20stats%20portal%20page</a></p>
Canada	<p><i>Source</i> : Office of the Superintendent of Bankruptcy Canada. Données mensuelles. Une faillite d'entreprise est définie comme l'état d'une entreprise qui a demandé une procédure de faillite ou contre laquelle une demande de mise en faillite a été prononcée. Une entreprise est définie comme n'importe quelle entité ou organisation commerciale autre qu'un individu, ou un individu qui a encouru 50 pour cent ou plus de passif en résultat de sa gestion d'entreprise. <a href="http://osb.ic.gc.ca">http://osb.ic.gc.ca</a></p>
Danemark	<p><i>Source</i> : Statstidende (Bulletin officiel danois d'annonces légales) et registre statistique des entreprises. Statistics Denmark. Méthode fondée sur l'immatriculation à compter de janvier 2009, méthode de « comptage simple » auparavant. Le nombre de déclarations de faillites exclut les entités des Îles Féroé et du Groenland. Avec la méthode du « comptage simple », les faillites des entreprises comme celles des individus (faillites personnelles) étaient comptabilisées. Depuis la mise en œuvre de la méthode fondée sur l'immatriculation, seules les faillites d'entreprises, à savoir associées à un numéro CVR, sont comptabilisées. <a href="http://www.dst.dk/HomeUK/Statistics/Key_indicators/generel/Bankruptcies.aspx">www.dst.dk/HomeUK/Statistics/Key_indicators/generel/Bankruptcies.aspx</a></p>
États-Unis	<p>Tribunaux des États-Unis. Données trimestrielles. Statistiques des requêtes de mise en faillite – ensemble des déclarations d'entreprises (chapitres 7, 11, 12 et 13). <a href="http://www.uscourts.gov/Statistics/BankruptcyStatistics.aspx">www.uscourts.gov/Statistics/BankruptcyStatistics.aspx</a></p>
France	<p><i>Source</i> : BODACC, données traitées par l'INSEE. Données mensuelles. Défaillances d'entreprises. Une défaillance d'entreprise est définie comme l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité. Les liquidations qui résultent d'une défaillance d'entreprise ne représentent qu'une petite partie du nombre total de décès. Les statistiques sur les défaillances d'entreprises portent à la fois sur les ouvertures de procédures d'insolvabilité et sur les liquidations directes. Elles ne rendent pas compte du résultat des procédures : continuation, rachat ou liquidation. <a href="http://www.insee.fr/en/themes/indicateur.asp?id=71">www.insee.fr/en/themes/indicateur.asp?id=71</a></p>
Islande	<p><i>Source</i> : Statistics Iceland. Données mensuelles. Insolvabilités d'entreprises islandaises par domaine d'activité, y compris faillites personnelles. <a href="http://www.statice.is/Statistics/Enterprises-and-turnover/Enterprises">www.statice.is/Statistics/Enterprises-and-turnover/Enterprises</a></p>
Norvège	<p><i>Source</i> : Statistics Norway. Procédures de faillite dont les faillites personnelles. Données mensuelles. <a href="http://www.ssb.no/konkurs_en/">www.ssb.no/konkurs_en/</a></p>
Pays-Bas	<p><i>Source</i> : Centraal Bureau voor de Statistiek (CBS) – Données trimestrielles. Nombre de faillites prononcées par les tribunaux néerlandais. Les individus qui ne sont pas à la tête d'entreprises unipersonnelles sont exclus. <a href="http://www.cbs.nl/en-GB/menu/themas/bedrijven/cijfers/default.htm?Languageswitch=on">www.cbs.nl/en-GB/menu/themas/bedrijven/cijfers/default.htm?Languageswitch=on</a></p>
Royaume-Uni	<p><i>Source</i> : Companies House. Données trimestrielles. Sociétés anonymes uniquement. Insolvabilités totales, dont liquidations judiciaires, liquidations volontaires à la demande des créanciers et arrêtés administratifs convertis <i>to Cred</i>. Les liquidations volontaires opérées par des membres de l'entreprise sont exclues. <a href="http://www.companieshouse.gov.uk/about/companiesRegActivities.shtml">www.companieshouse.gov.uk/about/companiesRegActivities.shtml</a></p>

## ANNEXE II.B

## Liste des indicateurs des déterminants entrepreneuriaux

La présente annexe dresse une liste complète d'indicateurs des déterminants entrepreneuriaux tirée du rapport élaboré par FORA (Danemark) sous le titre « *Quality Assessment of Entrepreneurship Indicators, Version 5* ». Les indicateurs sont regroupés dans les six catégories de déterminants établies par le PIE : 1. Cadre réglementaire ; 2. Situation du marché ; 3. Accès aux financements ; 4. Création et diffusion de connaissances ; 5. Capacités entrepreneuriales ; 6. Culture entrepreneuriale. Une brève description et la source des données sont fournies pour chaque indicateur.

Si de nombreux facteurs cruciaux pour l'entrepreneuriat sont couverts par les indicateurs du tableau ci-après, la liste ne saurait être considérée comme exhaustive : d'un côté, la sélection opérée est le reflet de la disponibilité actuelle des données, ce qui signifie que d'importants indicateurs peuvent être manquants, par exemple dans le domaine vital de l'« accès aux financements », pour cause tout simplement d'absence de source de données internationales ; de l'autre, la recherche sur l'entrepreneuriat étant une activité récente, notamment sur des thèmes tels que la relation entre culture et entrepreneuriat, les indicateurs adéquats n'ont pas encore été dégagés.

Tableau B.1. **Indicateurs des déterminants entrepreneuriaux et sources des données**

Catégorie des déterminants	Définition	Sources des données
1. CADRE RÉGLEMENTAIRE		
<b>Charge administrative (entrée et croissance)</b>		
Charge de la réglementation administrative	Réponses d'enquête à la question portant sur le respect des obligations administratives (autorisations, réglementation, déclarations) nationales (1 = lourd, 7 = léger).	Forum économique mondial, <i>Global Competitiveness Report</i>
Coûts induits par la création d'une entreprise	Coût officiel de chaque procédure en pourcentage du revenu national brut (RNB) par habitant, à partir de la législation officielle et d'hypothèses classiques concernant les procédures et les entreprises.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Capital minimum pour créer une entreprise	Montant minimum libéré de capital que l'entrepreneur doit déposer en banque pour que l'immatriculation de son entreprise puisse être déclenchée.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Nombre de jours nécessaire pour créer une entreprise	Durée moyenne d'une procédure de lancement d'entreprise.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Nombre de procédures nécessaires pour créer une entreprise	Toutes les procédures génériques officiellement obligatoires pour la création d'une entreprise industrielle ou commerciale par un entrepreneur.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Durée et coût des procédures de création d'un entrepôt	Correspond à la moyenne de trois mesures : 1) Temps moyen passé pour chaque procédure ; 2) Coût officiel de chaque procédure ; et 3) Nombre de procédures nécessaires pour construire un entrepôt.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Enregistrement d'un bien	Correspond à la moyenne de trois mesures : 1) Nombre de procédures obligatoires pour enregistrer un bien ; 2) Temps moyen passé pour chaque procédure ; et 3) Temps moyen passé pour enregistrer le coût du bien.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Temps passé à préparer, déclarer et acquitter l'impôt sur les sociétés, la TVA et les cotisations sociales	Mesuré en heures par an.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>

Tableau B.1. Indicateurs des déterminants entrepreneuriaux et sources des données

Catégorie des déterminants	Définition	Sources des données
<b>Réglementation des faillites</b>		
Coût réel de fermeture d'une entreprise	Mesuré en pourcentage des avoirs, sur la base d'une fermeture d'entreprise standard.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Délai réel de fermeture d'une entreprise	Enregistré en nombre d'années civiles, sur la base d'une fermeture d'entreprise standard.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Taux de récupération des créances en cas de faillite	Ce taux estime quel pourcentage de leurs créances leurs titulaires (créanciers, fisc, salariés) récupèrent auprès d'une entreprise défaillante.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Possibilité de continuation	Mesure la possibilité qu'a un entrepreneur de reprendre l'exploitation d'une entreprise après avoir connu des difficultés financières, qu'il s'agisse de restructurer l'entreprise existante pour éviter sa faillite ou de rééchelonner ses dettes.	Enquête ponctuelle de l'OCDE sur les politiques publiques menées en matière de faillite
<b>Réglementation des marchés de produits et du travail</b>		
Difficultés entourant les licenciements	Mesure si la loi ou la réglementation entrave ou non la faculté pour une entreprise standard de licencier un salarié standard, à partir de questions factuelles (appelant une réponse positive ou négative), sous la forme d'un indice de 0 à 100.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Difficultés entourant les embauches	Mesure si la loi ou la réglementation entrave ou non la faculté pour une entreprise standard d'embaucher un salarié standard, à partir de questions factuelles (appelant une réponse positive ou négative), sous la forme d'un indice de 0 à 100.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Facilités entourant l'embauche de salariés étrangers	Réponses d'enquête à la question portant sur la réglementation nationale du travail (1 = empêche votre entreprise d'employer une main-d'œuvre étrangère, 7 = n'empêche pas votre entreprise d'employer une main-d'œuvre étrangère).	Forum économique mondial, <i>Global Competitiveness Report</i>
Étendue des incitations financières	Réponses d'enquête à la question portant sur la rémunération de l'encadrement (1 = uniquement salariale, 7 = comprend des primes et des options d'achat d'actions pour une part significative de la rémunération globale).	Forum économique mondial, <i>Global Competitiveness Report</i>
Indice de la rigidité des horaires	Cet indicateur est un indice comportant cinq volets : <i>i</i> ) restriction ou non du travail nocturne ; <i>ii</i> ) autorisation ou non du travail le week-end ; <i>iii</i> ) durée de la semaine de travail : 5.5 jours ou plus ; <i>iv</i> ) possibilité ou non de dépasser une durée journalière de travail de 12 heures (heures supplémentaires comprises) ; et <i>v</i> ) durée des congés payés annuels : 21 jours ou moins.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
<b>Système judiciaire et juridique</b>		
Exécution des contrats – Coût en pourcentage de la demande	Le coût est enregistré en pourcentage de la demande, supposée égale à 200 % du revenu par habitant. Les pots-de-vin ne sont pas enregistrés. Trois types de frais le sont : frais de justice, frais d'exécution et frais moyens de défense.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Exécution des contrats – Nombre de procédures	Une procédure est définie comme toute interaction entre les parties, ou entre elles et un juge ou un auxiliaire de justice. Comprend les différentes étapes de l'introduction de la demande par le requérant, du procès et du jugement, et de l'application de ce dernier.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Exécution des contrats – Délai	Enregistré en jours civils, de l'introduction de la demande jusqu'au paiement. Comprend à la fois les jours d'exécution effective et les périodes qui les séparent.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
<b>Sécurité sociale et assurance maladie</b>		
Dépenses publiques de lutte contre le chômage	Dépenses publiques de lutte contre le chômage, par chômeur, en USD aux PPA courantes. Comprend les aides partielles, les aides complètes et tout autre programme public de dépenses.	OCDE, <i>Dépenses publiques au titre des programmes du marché du travail et nombre de participants à ces programmes</i>
Couverture maladie publique	Part de la population ayant droit à un ensemble défini de biens et de services de santé au titre de programmes publics.	OCDE, <i>Données sur la santé</i>
<b>Impôts sur le revenu ; impôts sur le patrimoine/droits de succession</b>		
Impôt moyen sur le revenu + prélèvements sociaux	Taux moyen d'imposition en pourcentage du salaire brut. L'indicateur repose sur le cas standard d'un célibataire (sans enfant) à haut revenu.	OCDE, <i>Statistiques sur les revenus</i>
Impôt marginal maximal sur le revenu + prélèvements sociaux	Taux maximal d'imposition en pourcentage du salaire brut. L'indicateur repose sur le cas standard d'un célibataire (sans enfant) à haut revenu.	OCDE, <i>Statistiques sur les revenus</i>
Recettes tirées des droits de succession	En pourcentage du PIB, moyenne glissante sur trois ans	OCDE, <i>Statistiques sur les revenus</i>
Recettes tirées de l'impôt sur l'actif net	En pourcentage du PIB, moyenne glissante sur trois ans.	OCDE, <i>Statistiques sur les revenus</i>
<b>Impôts sur les sociétés et le capital</b>		
Taux d'imposition des PME		OCDE, <i>Statistiques sur les revenus</i>
Imposition du résultat des entreprises – Recettes	Recettes tirées de l'impôt sur les sociétés en pourcentage du PIB, moyenne glissante sur trois ans.	OCDE, <i>Statistiques sur les revenus</i>
Imposition des dividendes – Taux marginal supérieur		OCDE, <i>Base de données sur les impôts</i>
Imposition des options d'achat d'actions	Coin fiscal moyen sur les actions acquises et nouvellement cotées, sur la base des revenus moyens.	OCDE, <i>The Taxation of Employee Stock Options – Tax Policy Study</i> n° 11

Tableau B.1. Indicateurs des déterminants entrepreneuriaux et sources des données

Catégorie des déterminants	Définition	Sources des données
<b>Système de brevets ; normes</b>		
Droits de propriété intellectuelle	Réponses d'enquête à la question portant sur la protection de la propriété intellectuelle dans le monde (1 = faible ou inexistante, 7 = égale à la plus stricte dans le monde).	Forum économique mondial, <i>Global Competitiveness Report</i>
Droits de propriété	Réponses d'enquête à la question portant sur les droits de propriété, y compris d'actifs financiers (1 = mal définis et non protégés par la loi, 7 = clairement définis et bien protégés par la loi).	Forum économique mondial, <i>Global Competitiveness Report</i>
2. SITUATION DU MARCHÉ		
<b>Droit de la concurrence</b>		
Cadre de lutte contre les ententes	Concerne l'étendue et l'application du droit de la concurrence et l'indépendance de l'autorité de la concurrence, et est évalué sur une échelle allant de 0 à 6. (0 = meilleur score, 6 = moins bon score).	OCDE, <i>Indicateurs relatifs au droit et à la politique de la concurrence dans les pays de l'OCDE</i>
<b>Concurrence</b>		
Politiques relatives aux industries de réseau	Couvre deux domaines : 1) l'indépendance des autorités de régulation sectorielle ; et 2) les questions d'accès. L'indépendance des autorités de régulation sectorielle concerne des éléments tels que l'architecture institutionnelle, l'autorité sectorielle du régulateur et ses pouvoirs, ainsi que son obligation de rendre des comptes. Les questions d'accès englobent les barrières à l'entrée et le degré d'intégration verticale du secteur. Les politiques des industries de réseau sont évaluées sur une échelle allant de 0 à 6 (0 = meilleur score, 6 = moins bon score).	OCDE, <i>Indicateurs relatifs au droit et à la politique de la concurrence dans les pays de l'OCDE</i>
<b>Accès aux marchés étrangers</b>		
Charge administrative pesant sur l'activité d'exportation	Moyenne de trois mesures : 1) Nombre de documents d'exportation obligatoires ; 2) Nombre de signatures d'exportation obligatoires ; 3) Délai nécessaire pour satisfaire à toutes les procédures d'exportation obligatoires.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Charge administrative pesant sur l'activité d'importation	Moyenne de trois mesures : 1) Nombre de documents d'importation obligatoires ; 2) Nombre de signatures d'importation obligatoires ; 3) Délai nécessaire pour satisfaire à toutes les procédures d'importation obligatoires.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
<b>Niveau d'intervention du secteur public</b>		
Entreprises d'État et investissements	Volume, composition et pourcentage des extrants fournis par les entreprises d'État, et investissements de l'État en proportion de l'ensemble des investissements.	FMI, Banque mondiale, Comptes nationaux des Nations Unies et Forum économique mondial
Restrictions à l'obtention de licences	Des scores de 0 à 10 sont élaborés pour (1) le coût du délai (nombre de jours civils nécessaires pour obtenir une licence) et (2) le coût financier d'obtention de la licence (en pourcentage du revenu par habitant). La note finale est ensuite calculée en effectuant la moyenne de ces deux scores.	Banque mondiale
Actionnariat bancaire	Les données relatives au pourcentage des dépôts bancaires détenu par des banques à capitaux privés sont utilisées pour élaborer des intervalles de score de la participation de l'État au secteur financier.	Banque mondiale
Contrôle des prix	Mesure à quel point les prix sont fixés par le marché ou par l'État.	<i>IMD World Competitiveness Yearbook</i>
<b>Demande privée</b>		
Raffinement des processus d'achat	Réponses d'enquête à la question portant sur les décisions d'achat (1 = en fonction seulement du prix, 7 = en fonction d'une analyse élaborée de la performance).	Forum économique mondial, <i>Global Competitiveness Report</i>
3. ACCÈS AUX FINANCEMENTS		
<b>Accès à l'emprunt</b>		
Notation pays	Repose sur une évaluation effectuée par l' <i>Institutional Investor Magazine</i> .	<i>IMD World Competitiveness Yearbook</i>
Crédit intérieur au secteur privé	Fait référence aux ressources financières apportées au secteur privé (prêts, achat de titres autres que de participation, crédits commerciaux et autres effets à recevoir) qui créent une créance remboursable.	Publié dans <i>Indicateurs du développement dans le monde</i> , Banque mondiale. Les données proviennent des statistiques financières internationales du FMI.
Facilité d'accès au crédit	Réponses d'enquête à la question portant sur la facilité d'obtention d'un concours bancaire avec un bon plan prévisionnel d'activités et sans sûreté (1 = impossible, 7 = facile).	Forum économique mondial, <i>Global Competitiveness Report</i>
Écart de taux d'intérêt	Taux d'intérêt des prêts moins taux de rémunération des dépôts (sur la base des taux annuels moyens de chaque pays).	FMI, <i>Statistiques financières internationales</i>
Indice des droits légaux	Évalue dans quelle mesure les lois sur le nantissement et les faillites facilitent l'octroi de prêts. Plus le score est élevé, mieux ces lois se prêtent à un essor de l'accès au crédit.	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>

Tableau B.1. Indicateurs des déterminants entrepreneuriaux et sources des données

Catégorie des déterminants	Définition	Sources des données
<b>Accès au capital-risque</b>		
Disponibilité de capital-risque	Réponses d'enquête à la question portant sur la possibilité pour les entrepreneurs porteurs de projets risqués mais innovants de trouver, en général, du capital-risque dans leur pays (1 = faux, 7 = vrai).	Forum économique mondial, <i>Global Competitiveness Report</i>
Capital-risque – Phase initiale	Niveau des investissements effectués par des entreprises de capital-risque dans de jeunes entreprises durant la phase d'amorçage et de démarrage.	OCDE, Programme sur les indicateurs de l'entrepreneuriat, à partir des sources suivantes : ABS : Australian Bureau of Statistics EVCA : Association européenne du capital-investissement et du capital-risque VEC : Venture Enterprise Center KVCA : Korean Venture Capital Association NZVCA : New Zealand Venture Capital Association
Capital-risque – Phase d'expansion	Niveau des investissements effectués par le secteur du capital-risque dans de jeunes entreprises en phase d'expansion (qui suit les phases d'amorçage et de démarrage).	OCDE, Programme sur les indicateurs de l'entrepreneuriat, à partir des sources suivantes : ABS : Australian Bureau of Statistics EVCA : Association européenne du capital-investissement et du capital-risque VEC : Venture Enterprise Center KVCA : Korean Venture Capital Association NZVCA : New Zealand Venture Capital Association
<b>Marchés d'actions</b>		
Rachats	Transactions d'achat d'une entreprise, d'une entité ou d'une société auprès de ses actionnaires.	OCDE, Programme sur les indicateurs de l'entrepreneuriat, à partir des sources suivantes : ABS : Australian Bureau of Statistics EVCA : Association européenne du capital-investissement et du capital-risque VEC : Venture Enterprise Center KVCA : Korean Venture Capital Association NZVCA : New Zealand Venture Capital Association
Capitalisation boursière du marché primaire	Capitalisation du marché boursier primaire (valeur des actions émises sur le marché) par rapport au PIB.	World Federation of Exchange
Capitalisation boursière du marché secondaire	Évaluation de l'efficacité des marchés boursiers finançant les entreprises. L'échelle va de 1 (moins bonne efficacité) à 10 (meilleure efficacité).	IMD <i>World Competitiveness Yearbook</i>
Protection des investisseurs	Principaux indicateurs : transparence des transactions (indice Publicité des transactions), responsabilité des opérations menées avec un lien de dépendance (indice Responsabilisation du management), possibilité pour les actionnaires de poursuivre le management pour faute (indice Facilité des poursuites pour l'actionnaire), force de l'indice de protection des investisseurs (moyenne des trois indices).	Banque mondiale, <i>Doing Business</i>
Capitalisation boursière des entreprises récemment cotées	Capitalisation boursière (nombre total d'actions nouvelles émises multiplié par leur valeur au premier jour de la cotation) des entreprises nationales nouvellement cotées, rapportée au PIB.	World Federation of Exchange
Rotation du marché boursier primaire	Volume total d'actions échangées sur les marchés boursiers en pourcentage du PIB.	Banque mondiale et <i>Base de données de Standard &amp; Poor's sur les marchés émergents</i>
4. CRÉATION ET DIFFUSION DE CONNAISSANCES		
<b>Activités de R-D</b>		
Dépenses de R-D des entreprises		OCDE, <i>Statistiques sur la science et la technologie</i>
Dépenses de R-D de l'État		OCDE, <i>Statistiques sur la science et la technologie</i>

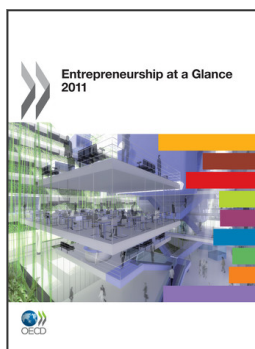


Tableau B.1. Indicateurs des déterminants entrepreneuriaux et sources des données

Catégorie des déterminants	Définition	Sources des données
Dépenses de R-D de l'enseignement supérieur		OCDE, <i>Statistiques sur la science et la technologie</i>
Coopération internationale entre dépôts de demandes de brevet PCT	Mesure la coopération internationale existant entre les dépôts de demandes de brevet au titre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT), en pourcentage de l'ensemble des brevets (par date de demande).	OCDE, <i>Statistiques sur la science et la technologie</i>
Brevets accordés, selon le lieu de résidence de l'inventeur	Nombre de brevets accordés aux inventeurs, en fonction de leur lieu de résidence. Somme des brevets octroyés par l'OEB (Office européen des brevets) et l'USPTO ( <i>US Patent and Trademark Office</i> ).	OCDE, <i>Statistiques sur la science et la technologie</i>
Financement privé de l'activité de R-D	Ensemble des investissements dans la R-D financés par le secteur privé, indépendamment du lieu de la dépense, en pourcentage du PIB.	OCDE, <i>Statistiques sur la science et la technologie</i>
Financement public de l'activité de R-D	Ensemble des financements publics de la R-D, en pourcentage du PIB.	OCDE, <i>Statistiques sur la science et la technologie</i>
<b>Transfert de connaissances non commerciales</b>		
Recherche de l'enseignement supérieur financée par les entreprises	Dépenses de R-D dans l'enseignement supérieur qui sont financées par des entreprises, en pourcentage de l'ensemble des dépenses de recherche.	OCDE, <i>Statistiques sur la science et la technologie</i>
Part des brevets détenus par des universités	Pourcentage de brevets détenus par des universités. Ne sont inclus que les pays ou économies où existent plus de 300 brevets.	OCDE, <i>Base de données sur les brevets</i>
Universités ou autres organismes publics de recherche à l'origine d'innovations	Part des entreprises innovantes qui déclarent que les universités d'État ou d'autres organismes publics de recherche représentent une source importante d'innovation.	Eurostat, Enquête communautaire sur l'innovation (CIS)
Collaboration université/industrie en matière de recherche	Réponses d'enquête à la question portant sur le niveau de collaboration existant entre les entreprises et les universités en matière de R-D (de 1 pour minime ou inexistante jusqu'à 7 pour intensive et permanente).	Forum économique mondial, <i>Global Competitiveness Report</i>
<b>Coopération inter-entreprises</b>		
PME déclarant que la coopération est une source d'innovation	Part des petites et moyennes entreprises (PME) innovantes qui signalent un type de coopération comme une source d'innovation.	Eurostat, Enquête communautaire sur l'innovation (CIS)
<b>Disponibilité et adoption des technologies</b>		
Chiffre d'affaires du commerce électronique	Ensemble des ventes Internet de la dernière année civile, hors TVA, en pourcentage du chiffre d'affaires total.	Eurostat, <i>Statistiques sur la société de l'information</i>
Entreprises utilisant l'administration en ligne	Part des entreprises qui utilisent un service public en ligne, sur la base de toutes les entreprises d'au moins 10 salariés, hors secteur financier.	Eurostat, <i>Statistiques sur la société de l'information</i>
Dépenses TIC	Dépenses d'équipements, de logiciels et de services des TIC, en pourcentage du PIB	Observatoire européen des technologies de l'information (EITO)
Dépenses TIC/Communications	Dépenses d'équipements de télécommunications et de services de transport de données, en pourcentage du PIB.	Observatoire européen des technologies de l'information (EITO)
5. CAPACITÉS ENTREPRENEURIALES		
<b>Formation à la gestion d'entreprise et à l'entrepreneuriat (qualifications)</b>		
Étudiants internationaux inscrits dans l'enseignement tertiaire	Part des étudiants internationaux dans l'ensemble des inscriptions tertiaires.	OCDE, <i>Regards sur l'éducation</i>
Population ayant un niveau d'études tertiaire	Part des individus âgés de 25 à 34 ans qui ont un niveau d'études tertiaire de type B, ou tertiaire de type A assorti de la participation à des programmes poussés de recherche.	OCDE, <i>Regards sur l'éducation</i>
Qualité des écoles de gestion	Réponses d'enquête à la question portant sur la qualité des écoles nationales de management (de 1 = limitée ou mauvaise à 7 = parmi les meilleures du monde).	Forum économique mondial, <i>Global Competitiveness Report</i>
Formation scolaire à la création d'entreprise	Proportion de la population âgée de 18 à 64 ans formée pendant les études (à titre facultatif ou obligatoire) à la création d'entreprise.	Global Entrepreneurship Monitor (GEM) <i>2008 Executive Report</i>
Formation post-scolaire à la création d'entreprise	Proportion de la population âgée de 18 à 64 ans formée après les études (à titre facultatif ou obligatoire) à la création d'entreprise.	Global Entrepreneurship Monitor (GEM) <i>2008 Executive Report</i>
<b>Immigration</b>		
Afflux de main-d'œuvre étrangère	Entrées de travailleurs étrangers en pourcentage de la population active.	OCDE, Perspectives des migrations internationales
Migrants ayant un niveau d'études tertiaire	Part des migrants très qualifiés en pourcentage de l'ensemble des migrants.	OECD, <i>A profile of immigrant populations in the 21st century. Base de données sur les immigrants dans les pays de l'OCDE (DIOC)</i> .
Travail indépendant, par lieu de naissance	Part du travail indépendant des personnes allochtones. Le travail indépendant est mesuré en pourcentage de l'ensemble de l'emploi.	OCDE, Perspectives des migrations internationales
Stocks de main-d'œuvre étrangère	Stock de travailleurs étrangers en pourcentage de la population active.	OCDE, Perspectives des migrations internationales

Tableau B.1. Indicateurs des déterminants entrepreneuriaux et sources des données

Catégorie des déterminants	Définition	Sources des données
6. CULTURE ENTREPRENEURIALE		
Propension à devenir travailleur indépendant	Réponses d'enquête à la question portant sur le souhait de devenir travailleur indépendant dans les cinq ans. Cette question n'a été posée qu'aux salariés.	Commission européenne, Eurobaromètre Flash
Intentions entrepreneuriales	Pourcentage de la population âgée de 18 à 64 ans (hors individus engagés dans une quelconque phase d'activité entrepreneuriale) ayant l'intention de créer une entreprise dans les trois ans.	Global Entrepreneurship Monitor (GEM) <i>2009 Executive Report</i>
Motivations entrepreneuriales	Pourcentage d'entrepreneurs en phase initiale motivés par un désir soit (a) d'indépendance, soit (b) d'accroissement de leur revenu.	Global Entrepreneurship Monitor (GEM) <i>2007 Executive Report</i>
L'entrepreneuriat vu par les dirigeants d'entreprise	Notation par les cadres supérieurs du niveau entrepreneurial des chefs d'entreprise de leur pays, sur une échelle de 0 à 10.	IMD <i>World Competitiveness Yearbook</i>
Les entrepreneurs créent des emplois	Réponses d'enquête.	Commission européenne, Eurobaromètre Flash
Les entrepreneurs tirent parti du travail d'autrui	Réponses d'enquête.	Commission européenne, Eurobaromètre Flash
Les entrepreneurs sont le fondement de la création de richesse	Réponses d'enquête.	Commission européenne, Eurobaromètre Flash
Les entrepreneurs ne pensent qu'à leur portefeuille	Réponses d'enquête.	Commission européenne, Eurobaromètre Flash
La crainte de l'échec peut être un frein à la création d'entreprise	Pourcentage de la population âgée de 18 à 64 ans non engagée dans une activité entrepreneuriale qui entrevoit de bonnes possibilités de création d'entreprise, mais que la peur de l'échec empêche de passer à l'acte.	Global Entrepreneurship Monitor (GEM) <i>2008 Executive Report</i>
Conditions favorables à la création d'entreprise	Pourcentage de la population âgée de 18 à 64 ans non engagée dans une activité entrepreneuriale qui entrevoit de bonnes possibilités de création d'entreprise dans les six mois.	Global Entrepreneurship Monitor (GEM) <i>2008 Executive Report</i>
Image des entrepreneurs	Réponses d'enquête à la question portant sur l'image des entrepreneurs en fonction de leur statut social. Les entrepreneurs sont comparés aux fonctionnaires et dirigeants d'entreprise.	Commission européenne, Eurobaromètre Flash
Risque d'échec	Réponses d'enquête à la question portant sur le désir de création d'entreprise s'il y a risque d'échec.	Commission européenne, Eurobaromètre Flash
Désir de posséder sa propre entreprise	Réponses d'enquête.	Commission européenne, Eurobaromètre Flash
<b>Attitudes à l'égard de l'entrepreneuriat</b>		
Préférence pour le travail indépendant	Réponses d'enquête à la question portant sur la préférence accordée au travail indépendant ou au salariat.	Commission européenne, Eurobaromètre Flash



Extrait de :  
**Entrepreneurship at a Glance 2011**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/9789264097711-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2011), « Annexes », dans *Entrepreneurship at a Glance 2011*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264097735-27-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).